Fr 1679

CONVENTION NATIONALE.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC,

PAR BARÈRE,

Sur la prise de NAMUR *& de* KAISERLAUTERN.

ET DÉCRET

Concernant les citoyens qui se sont soustraits à des mandats d'arrêts, & les fonctionnaires publics, destitués ou remplacés, qui se trouvent à Paris.

Séance du 2 thermidor, l'an 2 de la République française une & indivisible.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

Case FRC 14061

CITOYENS,

Nous présentons à la Convention les drapeaux de l'Autriche & les clefs de Namur. Tandis qu'un officier de l'armée est à la barre avec ces signes du despotisme, pris à Landrecies sur la garnison des coalisés si fortement soumis

THE NEWBERRY LIBRARY

à vos décrets, vous voyez à cette tribune les clefs d'argent que la ſervitude de Namur offroit à l'empereur autrichien.

L'ennemi eſt fidèle à ſon plan de fuite. La terreur que les hordes cannibales avoient promis de porter dans la France eſt reportée ſur eux ; ils fuient maintenant devant le nom ſeul de la République.

Vous croyez peut-être que nous avons fait de grands efforts pour prendre Namur; vous penſez qu'un ſiége a honoré la place de Namur que les poëtes flatteurs des rois avoient réputée imprenable: eh bien ! Namur n'étoit pas encore inveſti en totalité, quand Namur s'eſt rendu; le canon de la liberté avoit à peine tonné ſur la ville, que la garniſon allemande, peu curieuſe de voir l'évolution de l'artillerie françaiſe, a profité des ombres de la nuit pour évacuer la ville & la citadelle : 200 hommes & un capitaine abandonnés par la brave armée de Cobourg, ont remis la place à la République. Elle y a trouvé 40 pièces de canon & beaucoup de munitions de guerre.

Les coaliſés ſont en pleine fuite : Anglais, Hollandais, Heſſois, Autrichiens, tous ont réduit leur tactique au même principe; & c'eſt pour Londres, maîtreſſe de cette coalition fuyarde, un grand honneur à recueillir dans cette partie de l'hiſtoire moderne.

Voilà cependant cette nation (car il ne faut pas ſe laſſer de parler des Anglais), qui s'eſt vantée d'être philoſophe & libre; voilà le gouvernement injuſte & barbare qui oſe eſpérer de tromper les peuples ſur ſa profonde & atroce politique. Il ne faut pas ceſſer de le préſenter à tous les hommes, de le graver dans toutes les pages le l'hiſtoire, ce fantôme effrayant de la domination britannique qui veut remplir l'Europe dont il ne fait pas partie, aſſervir les rois même qu'il feint de ſecourir, accaparer les gouvernemens qu'il a l'air de défendre, protéger la religion tandis qu'il n'en a aucune, parler de liberté quand il cherche à l'anéantir, de commerce quand il le monopole; il faut en faire part à toutes les générations libres qui ſe ſuccéderont ſur le ſol de la République, de ce gouvernement néronien qui, après s'être

étendu mercantillement sur tous les continens du monde, va traverser les mers pour les tyranniser, & apparoître sur tous les rivages, y traînant à sa suite le despotime & les maladies, la servitude & les chaînes, l'avarice du négoce, ses usures & ses vices. Si de la Sambre & de la Meuse nous repassons sur les bords du Rhin, nous y retrouverons les celèbres tactitiens de la Prusse encore fugitifs, encore repoussés par les Républicains, & tués par milliers dans des régions trahies qu'ils venoient usurper.

Les représentans du peuple nous écrivent du 29 messidor, que le Prussien est en pleine fuite, qu'il évacue Kaiserlautern, qu'il s'empresse de renvoyer bien loin sa grosse artillerie, signe des retraites forcées, & qu'il nous abandonne complétement les moissons du Palatinat, préférant se nourrir des bleds de l'Allemagne.

Depuis le commencement de la guerre, la Prusse n'a pas éprouvé autant de perte que pendant les journées des 24, 25, 26 & 27 messidor, & leur perte est évaluée au moins à 4000 esclaves; & depuis Venweil, en avant de Kaiserlautern, jusqu'à Altripp & Frankendal sur les bords du Rhin, l'ennemi est vigoureusement poursuivi, battu & exterminé par les troupes révolutionnaires. On diroit que de l'Océan au Rhin il n'y a qu'un esprit, qu'un général, qu'une armée, qu'une victoire. Voilà ce que produit l'unité du peuple français. Coalisés, dites-nous si vos levées en masse ont frappé aussi fort & aussi juste, en aussi peu de temps; ensuite vous nous parlerez de Londres & de Pilnitz.

Au quartier général de Jemmappe, le 29 messidor, an 2 de la République une & indivisible.

Jourdan, commandant en chef de l'armée de Sambre-&-Meuse, aux représentans du peuple composant le comité de salut public.

CITOYENS-REPRÉSENTANS,

« La terreur a frappé nos ennemis : Namur n'étoit pas investi en totalité, & notre canon avoit à peine tonné sur la

ville, que la garnison, profitant de la dernière nuit, a évacué la ville & la citadelle; il n'a laissé que 200 hommes & un capitaine qui a remis la place. On y a trouvé 90 pièces de canon de différens calibres, avec beaucoup de munitions de guerre. Voilà encore une belle journée pour la République.

» Salut & fraternité. *Signé*, JOURDAN.

» *P. S.* L'adjudant-général Devaux est chargé de vous remettre les clefs de la ville & du château. »

Landau, le 29 messidor, l'an 2 de la République une & indivisible.

Les représentans du peuple envoyés près les armées du Rhin & de la Moselle, aux représentans du peuple composant le comité de salut public.

CITOYENS-COLLÈGUES,

» L'ennemi est toujours en pleine fuite; il vient d'évacuer Kaiserlautern, & sa grosse artillerie est déja à Mesenheim. Ainsi il nous abandonne les riches moissons du Palatinat, qui vont nourrir l'armée du Rhin.

» Il est bien vrai que jamais les Prussiens n'ont éprouvé dans ce combat une perte d'hommes semblable à celle qu'ils ont essuyée dans les journées des 24, 25, 26 & 27 du courant; on en peut juger par la prise de leurs canons qu'ils n'abandonnent jamais qu'à la dernière extrémité. On leur a tué au moins 4000 hommes.

» Les Républicains les poursuivent, & notre infanterie se signale toujours par un courage & une énergie que nos ennemis admirent eux-mêmes; car les Prussiens viennent de convenir, pour la première fois, qu'ils ont été battus.

» Ainsi, depuis Veuvreil en avant de Kaiserlautern jusquà Altripp, & même près Frankendal, sur les bords du Rhin, nous talonnons l'ennemi.

» Salut & fraternité. *Signé*, GOUJON & HENTZ. »

Tremblez, tyrans, si enfin les peuples du Nord, assoupis dans leurs fers, se réveillent pour les briser. Bientôt les secours & les victoires deviendront solidaires entre les peuples libres; il faut que la tyrannie, à son dernier soupir, entende une proclamation solemnelle au nom de la première & de la seule véritable République qui ait existé, la République démocratique des Français. Et vous, hommes du Nord, ressaisissez-vous de votre courage, élevez-vous à la dignité de nation ! ne comptez plus vos ennemis; ils sont moins nombreux que les hommes libres, & ils sont lâches comme des rois; comptez plutôt les crimes des monarchies & les forfaits de la tyrannie. Achevez d'écraser les satellites que la France chasse devant elle comme le vent chasse une vile poussière; jurez d'être libres, & vous serez vainqueurs comme nous.

Cependant, ne nous laissons pas endormir au milieu des succès; que la victoire ne corrompe ni le législateur, ni l'armée. Capoue perdit Carthage, & la bataille de Cannes n'étoit pas sans gloire.

Les victoires militaires renversent quelques soldats & détruisent l'effroyable mécanique des rois; mais les victoires morales renversent la royauté & ses odieuses institutions. Nous aurions beau triompher de la politique extérieure de quelques hordes étrangères, si nous ne triomphons pas des ennemis domestiques & des passions de l'intérieur. Quand vous avez mis à l'ordre du jour la justice & la probité, ce ne sont pas ces deux mots que vous avez mis à l'ordre du jour; mais la justice qui a ses preuves, & la probité qui a son caractère. Ce n'est point un décret pompeux que vous avez proclamé, mais des vertus républicaines dont vous avez voulu ordonner la pratique & recommander les bienfaits. Quel est celui qui n'a pas remarqué que l'amour de la liberté s'est accru à mesure que les lumières se propageoient; & cependant on veut proscrire les hommes éclairés. Qui n'a pas senti que la République se fortifioit chaque jour par les vertus qu'elle enfante; & cependant tous les jours les corrupteurs publics cherchent à démoraliser le peuple, à endormir son courage, à amollir son énergie.

Des patriotes égarés par une sensibilité mal entendue, ou

trompés par des propos menſongers, prennent pour eux la terreur qui n'appartient qu'aux coupables, & laiſſent échapper quelque mouvement de pitié pour ceux qui nous égorgeroient ſans exception, s'ils avoient un inſtant de puiſſance ou de liberté; des hommes amollis par des jouiſſances, ou étourdis par le ſuccès de nos armées, parlent de paix, en font d'avance ſavourer les avantages, & viſent inſenſiblement à démolir, à paralyſer le gouvernement révolutionnaire. Oui, citoyens, il exiſte, ce ſyſtême perfide, ce ſyſtême éverſif des meſures révolutionnaires. Ce plan général exiſte, il tranſpire de temps en temps; il a des criſes, il a des ſymptômes & des inſtrumens tous prêts dans chaque partie de la République.

Nous avons entendu ſouvent la mauvaiſe foi & l'inquiétude ariſtocratique ſe récrier ſouvent contre quelques abus inévitables, contre quelques intrigues ou malverſations de quelques employés, & ils concluoient contre la morale républicaine; & nous, nous oppoſons à ces hommes cupides ou traîtres, reſtes impurs du régime royal, les actions héroïques de nos ſoldats, les ſacrifices & les privations journalières des citoyens pour le ſuccès de la liberté, l'indignation publique qui s'attache aux coupables. Les auroit-il ſupportées, ces privations, un peuple ſans vertu? auroit-il conſtamment montré ſa haine pour les contre-révolutionnaires, un peuple ſans liberté? C'eſt-là, c'eſt dans cette claſſe généreuſe, patiente & laborieuſe, qu'il faut chercher les Français & les Républicains; les autres n'appartiennent pas à la liberté; ils en ont uſurpé les couleurs, ils n'en auront jamais les vertus.

Nous ſerions ingrats envers la plus terrible & la plus bienfaiſante inſtitution, ſi nous ne lui attribuions pas une grande partie des triomphes des armées. Le gouvernement révolutionnaire étoit indiſpenſable; il a ſauvé la patrie; il a préſervé l'intérieur des troubles, & l'armée des trahiſons; il délivre le ſol de la République de toutes les factions, & les fonctions publiques de tous les intrigans; il paralyſe les indulgens & les amis de la paix; il fait diſparoître les ennemis de l'égalité & les conſpirateurs; il active tous les travaux, & aſſure l'approviſionnement des défenſeurs de la

patrie ; il affermit la République française, & assure la liberté du genre humain.

Qu'aurions-nous fait sans le gouvernement révolutionnaire, sans ce gouvernement qui a régularisé des tempêtes & conduit des orages ? Livrés à toutes les oscillations de l'opinion, à tous les mouvemens des foibles, à toutes les trahisons des scélérats, à tous les attentats des royalistes, à tous les crimes artificieux de l'étranger, nous aurions vogué incertainement d'un événement à un autre, d'un trouble à une émeute, d'une violation de propriété à l'assassinat des patriotes, & il n'y auroit eu pendant une longue période, qu'une autorité naturelle sans force. Le gouvernement révolutionnaire est un bataillon quarré qui se développe contre toutes les factions & tous les crimes.

Qu'ont produit au genre humain tant de révolutions successives ? Ici, le despotisme royal est constitué ; plus loin, un usurpateur succède à un long parlement pour laisser un tyran couronné dans une maison étrangère, avec tous les vices de la royauté impunie.

Dans d'autres états, une femme hautaine empoisonne le despote pour obtenir une régence encore plus tyrannique ; plus loin, des peuples s'entre-détruisent pour un changement de dynastie, & l'on s'est égorgé plusieurs siècles pour le choix d'un tyran. Le peuple Français seul a seul conquis sa libérté lui-même & pour lui-même, & c'est à compter du jour où le gouvernement révolutionnaire a été organisé, qu'il a fixé sa destinée.

Depuis 1789, chaque faction a voulu gouverner, & cette manie gouvernante & despotique n'est pas encore passée ; depuis 1789, chaque faction a cherché à acaparer la majorité, par la séduction ou par l'effroi. Toutes les passions les plus hideuses se sont révêtues tour-à-tour du patriotisme, comme d'un masque commun ; mais heureusement ces passions ainsi déguisées & affectant le même langage, ont fini par ne plus se connoître & par se tromper réciproquement.

C'est à ce signe que les deux comités de salut public & de sûreté génerale ont toujours reconnu les factions & leurs moyens insidieux ; c'est à ce signe que nous les reconnoi-

trons encore. Des orages politiques ſemblent ſe préparer depuis quelques jours: tous les ſymptômes de cette agitation contre-révolutionnaire, qui a ſouvent tourmenté la République, ſe préſentent aux yeux les moins clairvoyans: ils paroiſſent plus ſenſibles encore à ceux qui reçoivent les relations du dedans & du dehors: des intrigues dans les pays neutres; des coalitions nouvelles de petits gouvernemens; des propos inſolens des ennemis de la France; des agioteurs anglais plus multipliés; le midi de l'Europe devenant le théâtre des nouvelles tracaſſeries politiques, comme pour arrêter la victoire du Nord, & diſtraire le gouvernement par des nouveaux moyens de contre-révolution.

Les deux comités de ſalut public & de ſûreté générale n'oublieront jamais l'enſemble & l'énergie des fonctions qui leur ſont confiées; & ce double rocher ſaura bien repouſſer toutes les vagues de royaliſme, & dominer toutes les tempêtes ſuſcitées par l'ariſtocratie qui ne ſe corrige que le jour des jugemens, & par l'ambition dominatrice qui ne ſe corrige qu'à l'échafaud.

Sans doute les victoires forment une belle ceinture autour de la République; mais il faut au corps politique un cœur pur & une tête bien organiſée; il faut que les fonctionnaires publics ſoient les inſtrumens du peuple & non ſes dominateurs; il faut que les membres des autorités conſtituées demeurent à leur poſte, au lieu de venir s'agglomérer à Paris; il faut que les citoyens qui ſont revêtus d'une autorité terrible, mais néceſſaire, n'aillent pas influencer par des diſcours préparés les ſections du peuple ou les ſociétés populaires; il faut que le peuple les ſurveille dans leurs fonctions, dans leurs diſcours & dans leurs domiciles.

Quelle reſſource reſte-t-il aux tyrans quand ils ſont partout battus, par-tout chaſſés honteuſement, & que les cadavres de leurs ſatellites jonchent les campagnes de leurs frontières? quelle reſſource? la calomnie & les journaux. Ils publient dans ce moment que la Convention nationale a été maſſacrée, que le trouble règne à Paris, que l'ariſtocratie reſpire librement: on annonce qu'il y a des diſcours prêts à éclore dans toutes les aſſemblées du peuple, pour le

ſyſtème nouveau que les ennemis de la liberté ont ourdi autour de nous & dans le milieu des grandes communes.

Le comité a pris des meſures qui ne peuvent être encore divulguées ſans danger ; mais dans ce moment il a cru devoir ſe borner à des meſures relatives aux envoyés des autorités conſtituées, qui fourmillent depuis quelque jours à Paris; il s'eſt occupé encore de renvoyer dans leur domicile les citoyens qui ſe ſont ſouſtraits à des mandats d'arrêt, & qui viennent conſpirer à Paris; il en eſt d'autres qui revêtus de fonctions publiques, ont été ſuſpendus ou remplacés, & qui viennent chercher l'impunité & les complots à côté de la Convention nationale. C'eſt toujours ſur Paris que nous devons avoir nos regards, à cauſe de ſon immenſe population & de l'inſuffiſance de la police; c'eſt à Paris que le gouvernement anglais a voulu donner la Vendée; c'eſt à Paris que Londres a voulu faire préſent des banquets civiques qui livrèrent Toulon; c'eſt à Paris que les coaliſés battus veulent déverſer leur déſeſpoir, leurs vices & leurs forfaits & le rallier à un parti tyrannique : mais avec l'union des patriotes, la vigilance des ſociétés populaires, le zèle des comités, le courage des armées & les vertus de la Convention nationale, la République n'a plus de dangers à courir, & la liberté triomphera à Paris comme dans la Belgique & ſur toutes les frontières.

DÉCRET.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ſes comités de ſalut public & de ſûreté générale, décrète :

ARTICLE PREMIER.

Les citoyens qui ſe ſont ſouſtraits à l'exécution de mandats d'arrêt, & tous ceux qui, revêtus de fonctions publiques, ont été ſuſpendus ou remplacés, ſont tenus de ſortir de Paris dans trois jours, & de ſe rendre dans leurs domiciles dans le courant de deux décades, paſſé lequel délai ils ſeront réputés émigrés, & punis comme tels.

II.

Ils juſtifieront de leur retour, dans le délai preſcrit,

devant les comités de ſurveillance du lieu de leur dernier domicile.

III.

Tous envoyés, ou commiſſaires, ou membres des autorités conſtituées, ſont tenus, ſous peine de deſtitution encourue par le ſeul fait, de retourner inceſſamment dans leurs domiciles, & de juſtifier de leur retour devant leur municipalité dans le délai d'une décade pour ceux qui ſont à 50 lieues de diſtance de Paris, & de deux décades pour ceux qui ſont à de plus grandes diſtances.

L'inſertion du préſent décret dans le bulletin tiendra lieu de publication.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

11